

eu, bien sûr, l'envoi qui a été intercepté. Par voie diplomatique, nous essayons de connaître de façon plus précise la position des divers États pétroliers à l'égard du Canada.

LE PÉTROLE—LA RUMEUR DE DÉTOURNEMENT DE
CARGAISONS PAR L'EXXON—LES INTENTIONS DU
GOUVERNEMENT

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Compte tenu des renseignements que j'ai reçus cet après-midi de la part des représentants de Imperial Oil selon lesquels la société Exxon achète du pétrole du Venezuela à même les comptes du Canada et ensuite détourne ce pétrole au moyen de ses propres pétroliers vers les ports des États-Unis, le ministre peut-il nous dire s'il effectue ou non une enquête personnelle à ce sujet ou s'il se fie simplement au télégramme de cette société pétrolière?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas de quelle façon je pourrais avoir accès aux comptes de la société Exxon. Je dois donc dire que la société Imperial Oil m'assure qu'aucun détournement ne s'est produit à même ses comptes et que toutes les cargaisons en provenance du Venezuela parviennent au Canada.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, étant donné que je détiens des renseignements de la part des représentants de la société selon lesquels une note confidentielle a été envoyée par la société Exxon à New York et également par la société Texaco à New York, à leurs filiales à Toronto, au sujet de certains de ces problèmes et compte tenu également du fait que j'ai été informé que la société Texaco est disposée à admettre qu'au moins un pétrolier a été détourné, le ministre peut-il nous dire quelle sanction ou autre mesure il envisage de prendre afin d'empêcher tout détournement de ce genre, que ce soit par la société Exxon ou par une filiale canadienne?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, alors que nous nous efforçons d'obtenir le nombre maximum de livraisons pour le marché canadien, je ne suis pas persuadé que des sanctions contre une compagnie particulière seraient efficaces. Il y a la question de la crédibilité de la source sur laquelle s'appuie le député et des renseignements qui m'ont été donnés directement. Tout ce que je peux dire à cette étape-ci c'est que je transmettrai ses allégations à la compagnie.

L'OPPORTUNITÉ DE LA CRÉATION D'UNE COMPAGNIE
PÉTROLIÈRE D'ÉTAT

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Je voudrais demander au ministre si en raison de la crise internationale qui sévit actuellement, il songe à présenter une mesure législative à la Chambre, en vue d'établir une société publique de pétrole qui aurait pouvoirs et compétence sur les importations de pétrole brut au Canada?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Cette question est à l'étude...

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): ... mais je ne vois pas comment une mesure législative de ce genre pourrait maintenant être adoptée. Il ne s'agit pas surtout de l'arrivée de ce

Questions orales

produit au Canada, mais surtout de sa sortie des pays fournisseurs.

* * *

[Français]

LA FONCTION PUBLIQUE

ON DEMANDE UNE HAUSSE DE TRAITEMENT DE CERTAINS
FONCTIONNAIRES

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur le président, je désire poser une question au président du Conseil du Trésor.

Étant donné que le ministère qu'il dirige a accordé des augmentations de \$3,000 et de \$4,000 à des centaines de cadres supérieurs de la Fonction publique, peut-il dire s'il songe à considérer sérieusement la hausse de traitement de 12 p. 100 que réclament les 40,000 fonctionnaires de la catégorie CR qui sont incapables de boucler leur budget avec un salaire annuel de \$5,000?

L'hon. Charles M. Drury (président du Conseil du Trésor): Oui, monsieur le président. On est en train de négocier avec plusieurs groupes de ces fonctionnaires pour en arriver à la signature de contrats collectifs.

[Traduction]

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, le ministre envisagerait-il de réduire le luxe et le gaspillage aux échelons supérieurs de la Fonction publique afin qu'il y ait plus d'argent de disponible pour les commis?

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA SUPPRESSION DES DROITS DE DOUANE SUR LES
PRODUITS PÉTROLIERS—LA SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS
DU CONSOMMATEUR

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que la suppression des droits de douanes ne se traduirait que par une réduction d'un tiers de cent le gallon pour certains produits pétroliers, quelles sont les mesures que prend le ministre pour s'assurer que le consommateur profite de ces économies?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Le député sait bien, monsieur l'Orateur, que nous sommes en communication étroite avec l'industrie, surtout dans l'ouest du Canada, relativement à ses produits, et que nous nous assurerons que la diminution de coût de toute expédition faite après cette date se traduira dans le prix.

● (1510)

LA TAXE À L'EXPORTATION DU PÉTROLE—LA
POSSIBILITÉ DE L'IMPOSITION D'AUTRES RESSOURCES

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Étant donné la taxe d'exportation sur le pétrole, le gouvernement envisage-t-il d'appliquer une taxe d'exportation sur l'électricité et le charbon et sur les autres formes d'énergie?